

feministische studien

Hochschule im Neoliberalismus

L'enseignement supérieur à l'épreuve du néolibéralisme

Appel à articles

Les lieux de production du savoir hégémonique, les universités et centres de formation, représentent des lieux centraux d'interventions féministes. Les femmes s'y sont battues pour y avoir accès il y a déjà plus d'un siècle, à travers notamment l'organisation des premiers séminaires de femmes et des universités d'été. Ces lieux traversent aujourd'hui des transitions importantes (multiplication des audits, course à la performance, standardisation des savoirs, individualisation des carrières etc.) qui ne concernent pas directement le savoir féministe académique mais qui nous lancent un défi à relever en terme de compréhension. Une fois introduits au sein du système universitaire, ces changements auront des effets durables aussi bien dans la forme que dans le contenu de la production du savoir scientifique mais également sur des formes de connaissances marginalisées. Pour que des sujets puissent voir le jour, nous devons en tant que féministes nous poser la question de savoir ce que nous vivons et ce à quoi nous participons quotidiennement.

Invitées à participer à cette compétition menée au nom de l'économie de la connaissance et de l'excellence ainsi qu'à garantir la formation de travailleur.e.s le mieux adapté.e.s au marché du travail, les universités et centres de formations voient leurs organisations et leurs objectifs se transformer; Un phénomène qui s'est accentué depuis le passage à l'autonomie des universités. "L'excellence", "l'innovation", "l'employabilité" et "l'autonomie" sont les slogans qui marquent cette nouvelle orientation. Or la nouvelle liberté accordée n'est que relative puisque si l'Etat délègue progressivement la gestion des budgets aux universités, il continue de maintenir le contrôle du montant de ses financements. Concernant les accords sur les objectifs et les moyens alloués en fonction de la performance, la "Politique" joue très certainement un rôle plus important qu'auparavant. La transformation des modes de financements et du contrôle administratif sur le budget global basés sur des critères d'économie d'entreprise et résumé sous l'appellation de la nouvelle gestion publique, fait partie des changements principaux initiés ces dernières années par l'Etat. Le passage à la nouvelle gestion publique engendre des changements importants pour les universités également au niveau de leur gouvernance qui se traduit notamment par le renforcement du rôle des Président.e.s.

La base des actions de contrôle se manifeste principalement par la construction d'indicateurs quantitatifs qui doivent être rapportés périodiquement aux instances d'évaluation. La mise en données et la mesure du travail scientifique immatériel créent la base d'une nouvelle forme de concurrence universitaire qui s'établit moins à partir de critères qualitatifs, mais en fonction de classements et de mesures quantifiables telles que : le nombre de publications, de prix, le nombre de doctorats dirigés, le nombre de financements externes obtenus etc. Dans cette mise en

concurrence et face à la multiplication des classements tous les niveaux sont concernés, des universités aux laboratoires, des professeur.e.s aux jeunes chercheur.e.s. Cette mise en concurrence permanente transforme aussi bien le travail scientifique que les acteur.e.s elles/eux mêmes qui réagissent différemment à ces nouvelles exigences.

L'introduction de ces nouvelles formes de contrôle affecte les rapports de genre au sein des universités qui sont évalués différemment. Il pourrait être attendu qu'un plus haut degré de formalisation permette justement de limiter les inégalités basées sur des stéréotypes (de genre ou autre) et de limiter l'influence des réseaux informels. En d'autres termes, des formes de contrôle standardisées et des indicateurs quantitatifs seraient plus à même de garantir le principe méritocratique. Or la pratique d'évaluation atteste bien de l'existence d'un biais en fonction du genre qu'il s'agisse de la répartition des financements, des primes d'excellence mais également des comités de sélection des professeur.e.s ou encore lors des évaluations des instituts de recherches.

L'évaluation du travail universitaire marqué par des critères de performance dits „objectifs“ masque des effets différenciés selon les genres qui s'inscrivent dans la conception même de la notion de performance. On peut souligner par exemple la culture très individualisée et compétitive propre à la nouvelle gestion publique qui soutient des subjectivités masculines et limitent les carrières non conventionnelles. Toutefois, ce ne sont pas seulement les effets au niveau du sujet, ici les universitaires, qui doivent alarmer les féministes académiques. Il s'agit plus fondamentalement du lieu où le savoir féministe se produit. Comment agissent aujourd'hui ses transformations sur la pensée critique ? Comment y est impliqué le féminisme académique ? Quels espaces sont accordés à la production du savoir critique à l'intérieur comme à l'extérieur des universités et centres de formation ?

C'est dans ce contexte que le numéro spécial du *Feministische Studien* propose de mettre au centre de sa réflexion l'enjeu de la restructuration des universités inspirée par le modèle des entreprises afin de traiter des conditions et des effets liés aux transformations que traversent actuellement l'enseignement supérieur. Les contributions attendues peuvent être d'ordre théorique ou empirique. Les axes suivants pourront être traités :

- Le contexte historique et la recontextualisation des événements actuels dans une perspective nationale et transnationale. Quels changements sociétaux et économiques accompagnent actuellement la réinvention de l'université ? Comment le rôle sociétal des universités et des centres de formation se modifie-t-il ? Sont-ils (encore) des lieux de la critique féministe ?
- La mise en oeuvre et la traduction des divers impératifs liés aux réformes universitaires dans la réalité académique. Comment l'université entrepreneuriale devient-elle une réalité ? Quels changements discursifs accompagnent la refonte actuelle du monde académique ?
- Subjectivation et personnel scientifique. Comment les acteur.e.s, les scientifiques et les étudiant.e.s font-elles/ils face à ces nouvelles injonctions ? Comment s'approprient-elles/ils les impératifs liés à ces réformes ? Comment s'articule la résistance ?
- La science comme champ du pouvoir symbolique structuré par les dimensions inégalitaires. Quels sont les effets des restructurations en cours sur les rapports de genre au sein des universités ? Comment sont traités les autres catégories sociales et quels rapports entretiennent-elles entre elles ? A quels défis sont confrontés les Missions à l'égalité entre les femmes et les hommes au sein des universités face à ces transformations ?
- La dimension de la connaissance. Comment se transforme la production du savoir scientifique ? Quels sont les effets de la restructuration des universités inspirés par le modèle des entreprises au niveau de la construction des connaissances ? Quels sont les

- espaces disponibles pour la construction d'un savoir dissident et de la critique sociale ?
- Confrontations artistiques avec les conditions du travail scientifique. Est ce que les représentations fictionnelles du nouveau régime des universités et du travail scientifique sont visibles ? Comment l'injonction à la mobilité et la rhétorique de l'excellence sont-elles par exemple représentées ? Comment sont réfléchis les mécanismes de construction des données et d'évaluation ?

La revue *Feministische Studien* est une revue féministe allemande transdisciplinaire. Ce numéro *Hochschulen im Neoliberalismus* comportera 6 à 8 articles sur la thématique proposée. Les essais (jusqu'à 40. 000 signes) et les contributions à la discussion (jusqu'à 30. 000 signes) seront sélectionnés en suivant une évaluation par les pairs. Sont également publiés des comptes rendus de conférences, ainsi que des critiques et des recensions d'ouvrages qui peuvent mais ne sont pas obligés de traiter de la thématique du numéro.

Vous êtes cordialement invité.e.s à soumettre un résumé de 5.000 signes jusqu'au 15 mai 2015. Les résumés peuvent être soumis en anglais ou en allemand. Ils seront examinés par les responsables du numéro Céline Camus (Universität Göttingen), Katharina Kreissl (WU Wien) und Aline Oloff (TU Berlin) et le comité éditorial de la revue. Après accord de principe, les auteur.e.s devront envoyer leur article complet avant le 31 Juillet 2015, délai de rigueur. Les articles pourront être rédigés en français ou en anglais. Un budget est alloué par le revue à deux traductions. Conformément au processus habituel de la revue, les articles seront soumis à deux évaluateur.e.s, selon une évaluation en double-aveugle. La publication du numéro est prévue en mai 2016.

Calendrier :

- Réception des résumés : 15 Mai 2015
- Réponse aux auteur.e.s : 01 Juin 2015
- Réception des articles complets : 31 Juillet 2015
- Publication indicative du numéro : Mai 2016

Les résumés doivent être envoyés à ces deux adresses :

manuskripte@feministische-studien.de

aline.oloff@tu-berlin.de

Lien vers la revue : <http://www.feministische-studien.de/index.php?id=11&L=1>